

Pourquoi être contre la fusion?

Le président de l'Université Paris-Descartes Frédéric Dardel travaille depuis six ans sur un projet de fusion entre des universités parisiennes originairement centré autour des institutions regroupées en communauté d'universités et d'établissement (COMUE) sous le nom d'Université Sorbonne Paris Cité (USPC). Ce projet s'est aujourd'hui réduit comme peau de chagrin pour n'inclure que Paris-Descartes, Paris-Diderot et l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP). Ceci rappelle opportunément un désir de longue date pour les dirigeants de (la Faculté de médecine de) Paris-Descartes d'absorber (la Faculté de médecine de) Paris-Diderot, dans une logique qui rappelle à s'y méprendre les très *business-oriented* fusions acquisitions du secteur privé.

Pour le Président Dardel, il n'y a pas lieu de débattre sur la nécessité de fusion. Dans un monde qui bouge, où la concurrence internationale est de plus en plus féroce, où les enjeux globaux priment sur les besoins sociaux, il est nécessaire de penser à grande échelle, d'être attractifs pour les étudiants étrangers, de se placer en se classant tout en haut de classements internationaux (classement de Shanghai & cie.), de rationaliser une Université sclérosée par les lourdeurs administratives (et sans doute aussi par les gauchistes réactionnaires).

Pour le Président Dardel, il n'y a apparemment pas non plus lieu de débattre sur la forme que prendra la fusion — quand bien même elle serait justifiée — ou en tout cas ce débat pourrait simplement impliquer les savants-sachants-puissants qui gèrent déjà l'Université depuis des années, avec le succès qu'on connaît. Partant, il nous propose un organigramme clé-en-mains pour "une Université déconcentrée mais avec une vision stratégique unifiée".

En quoi consiste cette "Université déconcentrée"? Il ne s'agit pas, bien entendu, de déconcentrer les étudiants des exigences de leur formation, ni de déconcentrer les enseignants-chercheurs de leurs travaux de recherche. Il s'agirait plutôt de déléguer le pouvoir de gestion au jour-le-jour aux regroupements de composantes (les UFRs regroupées autour de quatre axes), dont les dirigeants deviendront donc des managers-exécutants.

Fortes de cette déconcentration, les regroupements de composantes n'auront plus à se soucier de la définition de la "vision stratégique", tâche ingrate s'il en est qu'un Conseil d'Administration "réduit" se

dévouera pour accomplir (merci à eux). En creux de cette déconcentration du pouvoir de gérer, se dessine donc une concentration du pouvoir de décider entre les mains de... ceux qui ont déjà décidé que la fusion (et quelle fusion) devait avoir lieu.

Mais pourquoi donc ne pas faire confiance au débonnaire technocrate qu'est le Président Dardel? Il a l'expérience, comme Thatcher, le costume, comme Macron, il sait de quoi il parle (même s'il ne sait pas exactement combien va nous coûter la fusion, mais on ne peut pas tout savoir non plus) et en tout cas il est bien entouré d'une équipe qui a fait ses preuves en faisant naviguer bon an mal an le bateau universitaire sur l'immensité incertaine de la mondialisation. Et à d'aucuns de saluer l'exemple de démocratie que constitue le bel organigramme proposé.

Mais pourquoi parler de technocratie? Simplement parce que la nécessité et les modalités de fusion ont été décidées au préalable à travers les critères de l'IDEX, selon une logique soumettant le service public universitaire — si cher au Président Dardel — aux règles d'une concurrence pure et parfaite fantasmée au sein d'une utopie libérale de la main invisible qui favorise les meilleurs, et tant pis pour les autres.

Mais le processus démocratique ne doit-il pas reposer sur le devoir des représentants à rendre des comptes? N'avons-nous pas besoin de garanties plutôt que d'être rassurés, comme le suppose la pédagogie du Président Dardel?

En ce qui concerne la fusion telle qu'elle a été décidée et définie, il est déjà difficile de savoir qui décide quoi et pour qui. Entre "gouvernance" et "conversations informelles", l'opacité du processus politique à l'Université est patente et seuls les initiés (et encore...) peuvent prétendre comprendre l'organisation féodale de cette noble institution. Ceux qui n'ont pas les moyens de s'initier n'ont qu'à suivre les commandements. Dès lors, peut-on réellement parler de démocratie?

La technocratie universitaire ne poserait pas de problème en soi si les personnes gouvernées ne payaient pas deux fois pour que l'Université existe. Une fois parce qu'on paye des impôts, et l'autre parce qu'on travaille ici. Le gouvernement des "experts" ne poserait pas de problème si ces experts ne prétendaient pas être (ou même "représenter") le *demos*, ceux qui n'ont pas de titre à gouverner et pourtant le revendiquent à travers le mot "démocratie". Il ne poserait pas de problème si l'expertise ne reposait pas elle-même sur une définition politique de ce qu'est le savoir.

NON À LA FUSION!

Assemblée Générale, lundi 11 décembre

17h15-19h15, Salle Mendel A,

Centre Universitaire des Saints-Pères

Pourquoi sommes-nous contre la fusion?

- ***Ce n'est pas*** parce que nous voulons revenir à un "bon vieux temps" universitaire post-soixante-huitard que nous sommes contre la fusion.
- ***Ce n'est pas*** parce que nous ne croyons pas que le monde ne change pas ou n'a pas changé que nous sommes contre la fusion.
- ***Ce n'est pas*** non plus parce que nous n'avons pas compris et qu'il faut nous expliquer encore mieux, encore et encore.
- ***Ce n'est pas*** parce que nous voulons simplement être contre tout et n'importe quoi que nous sommes contre la fusion.

- ***Nous sommes d'accord avec M. Dardel*** : l'Université va mal, il faut faire quelque chose car nous sommes en voie d'extinction.
- ***Nous sommes d'accord avec M. Dardel*** : il faut repenser l'Université et proposer une nouvelle façon de produire du savoir selon les conditions matérielles et historiques actuelles.

- ***Nous ne croyons pas*** en un consensus politique général contre lequel quelques perturbateurs se lèveraient sans raison.
- ***Nous ne croyons pas*** en la technocratie libérale triomphante comme garante du bien commun.
- ***Nous ne croyons pas*** qu'on peut simplement faire confiance à l'expérience et au prétendu savoir de quelques-uns.
- ***Nous ne croyons pas*** en la fin du politique.

- ***Nous sommes contre la fusion*** parce qu'elle procède d'une collaboration à la logique "En Marche!" d'un nouveau management public, dans la tradition reagano-tatcheriste.
- ***Nous sommes contre la fusion*** parce qu'elle procède d'une pratique oligarchique et technocratique.
- ***Nous sommes contre la fusion*** parce qu'elle se base sur une logique dépolitisante du savoir prétendument objectif.
- ***Nous sommes contre la fusion*** parce qu'elle n'apporte aucune garantie quant aux conditions d'étude et de travail à l'Université

**NOUS SOMMES CONTRE LA FUSION PARCE QU'ELLE VEUT FAIRE L'UNIVERSITE
SANS LES ETUDIANTS ET LES PERSONNELS**